

**Conseil économique et social**

Distr. générale
7 février 2012
Français
Original: anglais

**Commission pour la prévention
du crime et la justice pénale****Vingt et unième session**

Vienne, 23-27 avril 2012

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

**Intégration et coordination de l'action de l'Office
des Nations Unies contre la drogue et le crime
et des États Membres dans le domaine de la prévention
du crime et de la justice pénale****Coopération internationale dans la lutte contre la
criminalité transnationale organisée et la corruption****Rapport du Secrétaire général***Résumé*

Le présent rapport, établi conformément à la décision 2011/257 du Conseil économique et social, donne un aperçu des activités menées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en matière de lutte contre la criminalité transnationale organisée et la corruption. Il complète le rapport de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée sur les travaux de sa cinquième session et celui de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption sur les travaux de sa quatrième session, ainsi que les rapports des groupes de travail créés par les Conférences. Il contient également des informations sur les travaux du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption et sur les activités relatives à la mise en place d'un ou de plusieurs mécanismes pour l'examen de l'application de la Convention contre la criminalité organisée et des Protocoles s'y rapportant, ainsi que sur les activités d'assistance technique.

* E/CN.15/2012/1.



I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa vingt et unième session en application de la décision 2011/257 du Conseil économique et social. Il renseigne sur les activités menées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) en matière de lutte contre la criminalité transnationale organisée et la corruption eu égard aux résolutions du Conseil 2005/17, intitulée "Coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée", et 2006/24, intitulée "Coopération internationale dans la lutte contre la corruption", ainsi qu'à la résolution 66/181 de l'Assemblée générale, intitulée "Renforcement du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout en ce qui concerne ses capacités de coopération technique".

II. Criminalité transnationale organisée

A. Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

2. Dans sa résolution 66/181, l'Assemblée générale demandait aux États Membres de renforcer leur coopération aux niveaux bilatéral, sous-régional, régional ou international, selon qu'il conviendrait, pour lutter efficacement contre la criminalité transnationale organisée et priait l'UNODC de continuer de prêter une assistance technique aux États Membres. Dans cette résolution également, l'Assemblée réaffirmait l'importance de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant (le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée; le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée; et le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée) comme principaux outils dont la communauté internationale disposait pour combattre cette forme de criminalité.

3. La Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée tiendra sa sixième session en octobre 2012. Elle a établi cinq groupes de travail. Le Groupe de travail sur la coopération internationale et le Groupe de travail provisoire d'experts gouvernementaux à composition non limitée sur l'assistance technique, qu'elle a créés à sa deuxième session, sont devenus des éléments permanents de la Conférence à ses troisième et quatrième sessions, respectivement. La Conférence a établi le Groupe de travail sur la traite des personnes en 2008; il a été recommandé à sa réunion d'octobre 2011 que le Groupe de travail poursuive ses travaux visant à conseiller la Conférence et à l'aider à s'acquitter de son mandat en ce qui concerne le Protocole relatif à la traite des personnes. Le groupe de travail intergouvernemental provisoire à composition non limitée sur le trafic de migrants et le groupe de travail intergouvernemental à

composition non limitée sur les armes à feu ont été créés en application des résolutions 5/3 et 5/4 de la Conférence, respectivement.

B. Mécanismes envisageables pour l'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant

4. Dans sa résolution 5/5, la Conférence a décidé d'établir un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'envisager et d'étudier des options et de faire des propositions en vue de la création d'un ou de plusieurs mécanismes qui aideraient la Conférence à examiner l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant et d'établir les termes de référence du ou des mécanismes proposés pour que la Conférence les examine et, éventuellement, les adopte à sa sixième session.

5. Le groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'examiner l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant a examiné le projet de termes de référence et le logiciel complet d'auto-évaluation ("logiciel d'enquête Omnibus") à sa première session, tenue à Vienne du 17 au 19 mai 2011. Le Président du groupe de travail a dirigé au second semestre de 2011 une série de consultations informelles sur le ou les mécanismes envisageables et sur l'"enquête Omnibus". Le groupe de travail a tenu sa deuxième session à Vienne du 23 au 26 janvier 2012.

6. Dans sa résolution 5/5, la Conférence a décidé que la liste de contrôle détaillée pour l'auto-évaluation qui prenait la forme d'un logiciel ("Omnibus") serait utilisée pour faciliter la collecte d'informations sur l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant et a prié le Secrétariat de l'améliorer encore et de la rendre disponible dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies. Au cours de la période considérée, le Secrétariat s'est attaché, en étroite coordination avec les États Membres, à finaliser le logiciel et à le mettre à disposition dans les six langues officielles. Un groupe d'experts s'est réuni à cette fin à Vienne en novembre 2011.

C. Promotion de la ratification et de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

7. La Convention contre la criminalité organisée et les Protocoles s'y rapportant ont continué de recueillir des adhésions. En 2011, 7 États ont ratifié la Convention (portant à 165 le nombre total de Parties), 5 ont ratifié le Protocole relatif à la traite des personnes (portant à 147 le nombre total de Parties), 3 le Protocole relatif aux migrants (portant à 129 le nombre total de Parties) et 7 le Protocole relatif aux armes à feu (portant à 90 le nombre total de Parties).

8. L'UNODC a continué de fournir une assistance technique pour la ratification et l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, notamment une aide et des conseils pour la rédaction de lois, des formations et des outils destinés aux professionnels de la justice pénale, et une aide à la mise en œuvre et au

développement de politiques nationales et de mécanismes de coordination. Étant donné que les nouvelles formes de criminalité peuvent souvent être considérées comme des infractions graves au sens de l'article 2 de la Convention, l'UNODC a également continué de prêter aux États une assistance visant spécialement les nouvelles formes de criminalité qui relèvent de son mandat. La fourniture de l'assistance technique est grandement facilitée par les outils que l'UNODC a mis au point, comme les lois types et les guides législatifs conçus pour aider à appliquer la Convention et les Protocoles s'y rapportant.

1. Application des dispositions de la Convention contre la criminalité organisée relatives à la coopération internationale

9. Dans sa résolution 5/8 sur l'application des dispositions de la Convention contre la criminalité organisée relatives à la coopération internationale, la Conférence a prié le Secrétariat de continuer à renforcer les activités mentionnées dans sa décision 4/2 et, pour ce faire, de fournir l'aide technique nécessaire pour garantir l'efficacité des demandes d'entraide judiciaire et d'extradition se fondant sur la Convention et les Protocoles s'y rapportant, de rédiger à l'intention des praticiens un guide pratique destiné à faciliter la coopération internationale, et de faciliter la création de réseaux régionaux de coopération dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée.

10. En 2011, l'UNODC a continué de développer des outils destinés à faciliter la coopération internationale et d'en promouvoir l'utilisation. Le Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire, disponible en 10 langues¹, est en passe d'être revu et étendu. L'UNODC en a fait la promotion auprès de représentants d'autorités centrales et de gouvernements lors de sessions de formation, de conférences et de séminaires. En décembre 2011, 566 utilisateurs en ligne avaient demandé et reçu des exemplaires de cet outil.

11. L'UNODC a continué de développer son répertoire en ligne des autorités nationales compétentes désignées pour recevoir les demandes d'entraide judiciaire en matière pénale, d'extradition et de transfert de personnes condamnées formulées en vertu de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, pour les traiter et pour y répondre. Au moment de la rédaction du présent rapport, le répertoire contenait les coordonnées de 475 autorités désignées par 84 États Membres et d'autres renseignements utiles (comme les formes et procédures de communication acceptables). Le Secrétariat a distribué 610 exemplaires du répertoire aux États Membres et à leurs autorités nationales compétentes.

12. Afin de favoriser l'échange d'informations nécessaire à une coopération internationale fructueuse, l'UNODC héberge également une bibliothèque juridique en ligne qui permet de consulter la législation adoptée par 190 États en application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant. Il a aussi créé une base de données sur la jurisprudence en matière de traite des personnes grâce à laquelle quiconque peut se renseigner rapidement sur les affaires de traite au sujet desquelles il existe des documents officiels. Lancée en octobre 2011, cette base contient des informations sur la nationalité des victimes et des auteurs, les itinéraires de la traite et les verdicts prononcés, ainsi que d'autres informations concernant les affaires ayant fait l'objet de poursuites partout dans le monde.

¹ Anglais, arabe, bosnien, croate, espagnol, français, monténégrin, portugais, russe et serbe.

13. Conformément à la résolution 5/8 et à la décision 4/2 de la Conférence, l'UNODC a continué de promouvoir l'utilisation des guides législatifs, lois types et dispositions de la Convention relatives à la coopération internationale, de compiler un recueil d'affaires et d'apporter une assistance technique aux fins du renforcement de la coopération internationale. Au cours de la période considérée, il a mis au point un manuel sur l'entraide judiciaire et l'extradition à l'établissement duquel a contribué un groupe d'experts réuni de manière informelle à Vienne en septembre 2011. En outre, l'UNODC a rédigé un projet de manuel destiné à faciliter la coopération internationale aux fins de confiscation dans le cadre de la lutte contre la criminalité transnationale organisée. Il a aussi assuré au Botswana, au Kazakhstan, au Lesotho et au Pakistan des sessions de formation nationales et régionales sur la coopération internationale et les outils qu'il avait lui-même mis au point. Il a élaboré un projet de dispositions législatives sur la Convention contre la criminalité organisée et tenu en janvier 2012 à Vienne une réunion d'experts informelle pour recueillir des commentaires en vue de la finalisation des dispositions types.

14. Pour promouvoir l'échange de bonnes pratiques, et en application de la décision 4/2 et de la résolution 5/8 de la Conférence, l'UNODC a continué de rechercher activement des exemples de pratiques ayant fait leurs preuves. En 2011, il a par ailleurs commencé à mettre au point, en coopération avec les Gouvernements colombien et italien et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), un recueil d'affaires de criminalité organisée. Le but de ce recueil est de promouvoir et faciliter la bonne compréhension et l'application efficace de la Convention contre la criminalité organisée au moyen d'une compilation d'exemples d'affaires et de bonnes pratiques suivies lors des enquêtes et des poursuites. Deux réunions d'experts ont eu lieu, l'une à Rome du 23 au 26 mai 2011, l'autre à Carthagène (Colombie) du 28 novembre au 2 décembre 2011. La troisième et dernière réunion se tiendra à Palerme (Italie) en mai 2012. Le recueil sera présenté à la Conférence à sa sixième session.

15. Conformément au mandat qui lui a été donné de soutenir le réseau interrégional, l'UNODC a lancé en 2010, à la demande des États concernés, une plate-forme judiciaire reliant les coordonnateurs responsables des questions d'extradition et d'entraide judiciaire au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie et au Niger. Il poursuit ses activités de mise en place d'un réseau de recouvrement des avoirs en Amérique du Sud sous l'égide du Groupe d'action financière d'Amérique du Sud contre le blanchiment de capitaux (GAFISUD). Il continue également d'apporter son concours au Réseau regroupant les autorités d'Afrique australe compétentes en matière de recouvrement d'avoirs par l'intermédiaire de son Programme mondial contre le blanchiment d'argent, le produit du crime et le financement du terrorisme, dans le cadre duquel il aide les États Membres, par l'assistance technique et le renforcement des capacités, à surveiller les flux financiers illicites et à saisir le produit tiré de la traite des personnes, du trafic de migrants, du commerce illicite d'armes à feu et d'autres activités relevant de la criminalité organisée.

16. L'UNODC tient à jour une page Web consacrée aux réseaux internationaux de coopération qui contient des liens vers les réseaux régionaux existants et, dans son répertoire en ligne, une liste des points de contact pertinents qui doit permettre aux autorités d'entrer directement en relation. Par ailleurs, il appuie toujours les réseaux

internationaux de coopération précédemment établis pour la Commission de l'océan Indien et les pays du Sahel.

17. Dans sa décision 4/2 et sa résolution 5/8, la Conférence a prié le Secrétariat de tenir des ateliers régionaux, sous-régionaux et inter-régionaux à l'intention des praticiens chargés de l'extradition et de l'entraide judiciaire. Au cours de la période considérée, l'UNODC a organisé au Bangladesh et au Maroc une série d'ateliers de "formation de formateurs" consacrés aux questions liées à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

18. En mars 2011, un réseau centre-américain des services de poursuite spécialisés dans la criminalité organisée a été lancé dans le cadre du Mécanisme du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA) et de l'UNODC, qui vise à renforcer les capacités des services de poursuite et à faciliter la coopération intra- et extra-régionale, notamment en matière d'entraide judiciaire et d'extradition. Plus de 200 procureurs ont suivi des formations sur différentes questions se rapportant à la criminalité organisée, au trafic de drogues et au blanchiment d'argent. Le réseau s'emploie à nouer des relations avec d'autres réseaux, comme Eurojust.

2. Activités d'assistance technique en rapport avec la Convention contre la criminalité organisée

19. Par sa résolution 5/6, la Conférence a approuvé les recommandations issues de la réunion du Groupe de travail provisoire d'experts gouvernementaux à composition non limitée sur l'assistance technique tenue les 19 et 20 octobre 2010. Dans ces recommandations, le Groupe de travail approuvait notamment l'approche stratégique et systématique adoptée par l'UNODC en matière d'assistance technique, priait l'UNODC de fournir une assistance technique aux États Membres pour les aider à appliquer, si nécessaire, les dispositions de la Convention aux nouvelles formes et dimensions de la criminalité transnationale organisée et priait le Secrétariat de rendre compte à la Conférence à sa sixième session.

20. Afin d'aider les États à renforcer les mesures de justice pénale prises pour lutter contre la criminalité organisée comme le prévoient la Convention et les Protocoles s'y rapportant, l'UNODC fournit une assistance technique devant permettre d'établir des institutions pénales justes, humaines et efficaces, qui soient conformes aux normes internationales en vigueur et fondées sur de solides règles de droit. L'UNODC a publié des outils et fourni une assistance technique au moyen de 44 programmes menés dans 39 pays en développement, en transition et sortant d'un conflit et axés sur la réforme pénale, les alternatives à l'incarcération, le règlement et la prévention des conflits, et les mesures visant à combattre la criminalité organisée et le trafic. En Afrique de l'Ouest, l'UNODC participe à un programme conjoint devant aider la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest à élaborer un plan d'action pour mettre fin aux problèmes croissants que sont le trafic de drogues et la criminalité organisée dans la sous-région. En Guinée-Bissau, il travaille en collaboration avec la police, les procureurs et les juges afin de développer les compétences spécialisées nécessaires pour lutter contre le trafic, poursuivre les trafiquants et les condamner. Il a offert à des procureurs et agents des autorités judiciaires du Ghana une formation sous forme de procès fictif dans le but de renforcer leurs capacités à mener à bien des affaires de blanchiment et de criminalité organisée.

21. Dans le cadre d'une action internationale plus large contre la piraterie au large des côtes somaliennes, l'UNODC a aussi fourni un appui ciblé à la Somalie et aux autres pays de la région qui acceptaient de traduire les pirates en justice et contribué au renforcement de leurs capacités; l'objectif était de faire en sorte que les procès et les modalités de détention soient conformes aux règles d'équité, d'humanité et d'efficacité et fondés sur de solides règles de droit. Il aide également les gouvernements des pays de la corne de l'Afrique à détecter, surveiller et stopper les flux financiers découlant des activités de piraterie menées au large des côtes somaliennes.

22. Concernant les statistiques de la criminalité et de la justice pénale et les données relatives aux tendances de la criminalité organisée, l'UNODC aide les États à renforcer leurs capacités à recueillir et analyser les informations nécessaires pour élaborer des politiques et apporter des réponses opérationnelles. En 2011, dans le cadre d'une initiative conjointe de l'UNODC et de l'Institut national de la statistique et de la géographie du Mexique, le Centre d'excellence pour l'information statistique sur la gouvernance, les victimes de la criminalité, la sécurité publique et la justice a été inauguré à Mexico. Le Centre aidera les pays de la région à produire des données statistiques sur la criminalité, concevra des programmes de formation sur le sujet à l'intention des fonctionnaires nationaux et favorisera les travaux de recherche sur la criminalité, la victimisation et la justice pénale. En collaboration étroite avec l'Organisation des États américains, l'UNODC continue d'offrir des formations sur les statistiques de la criminalité et de la justice pénale aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes. En 2011, il a aussi mené à bien, dans l'ouest des Balkans, deux projets visant à améliorer ces statistiques et à réaliser une enquête de grande envergure sur la corruption dans l'administration.

23. L'UNODC continue de renforcer les connaissances et les compétences des services de détection et de répression grâce à sa formation assistée par ordinateur, récemment complétée de 11 nouveaux modules, et grâce à des formations spécialisées dans des domaines tels que les techniques d'enquêtes spéciales; l'évolution des modes opératoires du crime organisé; l'identification des drogues, des précurseurs et des conteneurs particulièrement susceptibles d'être utilisés à des fins illégales; et la conduite d'enquêtes financières. L'aide à la mise en place de services de renseignement financier et à la formation des analystes de ces services, conformément à l'article 7 de la Convention, restera l'une des priorités du Programme mondial contre le blanchiment d'argent, le produit du crime et le financement du terrorisme de l'UNODC en matière d'assistance technique. Un nouveau cours sur les passeurs d'espèces et le transport transfrontalier d'espèces et d'effets au porteur négociables a été donné à titre pilote en Indonésie et aux Philippines en 2011, et d'autres sessions sont prévues pour 2012.

24. L'UNODC s'est employé à renforcer la coordination interinstitutionnelle et la coopération entre les services de détection et de répression en créant des unités régionales interinstitutionnelles de contrôle des ports, des centres régionaux de coordination de l'information et des réseaux régionaux de procureurs chargés d'affaires de criminalité organisée ou de drogues. Il a également appuyé la mise en place de réseaux informels de saisie d'avoirs et fourni une formation aux services régionaux de renseignement financier et aux procureurs et agents des services de détection et de répression traitant de questions de blanchiment d'argent et de recouvrement d'avoirs.

25. Pour aider les États Membres à mettre en place des stratégies de lutte contre la grande criminalité organisée et pour favoriser la coopération aux niveaux régional et international, les États devraient faire en sorte que leurs propres structures de détection et de répression aient les moyens de recueillir, rassembler, évaluer, analyser et diffuser des informations sur les criminels et les organisations qu'ils forment. L'UNODC les aide à renforcer leurs capacités en matière de renseignement criminel par l'offre de conseils sur les politiques à suivre, d'évaluations et d'analyse des lacunes; il forme aussi des analystes (notamment à l'utilisation de logiciels d'analyse spécialisés), des agents de détection et de répression de première ligne et des décideurs, notamment grâce à un jeu de manuels de formation au renseignement criminel récemment publiés. S'agissant de renseignement criminel, l'UNODC contribue au renforcement des capacités d'un nombre croissant de centres de coordination sous-régionaux tels que le Centre régional d'information et de coordination pour l'Asie centrale (CARICC); la cellule de planification conjointe de l'Initiative triangulaire; les services de lutte contre la criminalité transnationale de l'Initiative Côte de l'Afrique de l'Ouest; et le Centre de renseignements en matière criminelle pour les États du Golfe, implanté à Doha.

26. Des représentants de l'UNODC ont participé à une réunion d'experts organisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et contribué à l'élaboration d'un manuel sur les questions liées aux besoins particuliers des hommes et des femmes dans le contexte de la protection des témoins. Au cours de la période considérée, l'UNODC a réalisé une évaluation en Éthiopie et fourni des avis d'experts à l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient en vue d'un séminaire-stage sur les moyens d'assurer la protection et de s'assurer la coopération des témoins et des dénonciateurs d'abus et lors d'une conférence interinstitutions accueillie par les services de protection des témoins de la Malaisie.

27. Pour ce qui concerne la cybercriminalité, l'UNODC a poursuivi, avec le groupe d'experts sur le sujet, l'étude approfondie du phénomène de la cybercriminalité et des mesures prises pour y faire face que l'Assemblée générale a appelé de ses vœux dans sa résolution 65/230. Il a mis au point à l'intention des États Membres, des organisations du secteur privé, des organisations intergouvernementales et des milieux universitaires un questionnaire qui a été adressé aux États Membres début 2012. Outre ces activités relatives à l'étude approfondie, il a été prié par le Conseil économique et social, dans sa résolution 2011/33, d'effectuer une étude permettant d'identifier, de décrire et d'évaluer les effets des nouvelles technologies de l'information sur la maltraitance et l'exploitation des enfants et une évaluation des besoins des États en ce qui concerne la formation en matière d'enquête sur les infractions commises contre des enfants à l'aide de ces nouvelles technologies. Il a donc commencé à passer en revue la littérature sur le sujet, à faire des recherches et à concevoir des instruments de collecte de données comme suite à ces deux requêtes, et il poursuivra ses travaux d'étude et d'évaluation tout au long de l'année 2012. Au cours de la période considérée, l'UNODC a aussi mené des activités d'appui technique à la lutte contre la cybercriminalité, notamment en mettant au point et réalisant un essai pilote d'un outil complet d'évaluation de la situation en matière de cybercriminalité à l'intention des autorités nationales, en apportant son concours à l'examen de la législation nationale sur le sujet et en réalisant une mission d'évaluation dans un

pays en développement en vue d'élaborer un programme d'assistance technique et de renforcement des capacités.

28. En mars 2011, l'UNODC a, avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), conduit en El Salvador une mission conjointe d'évaluation qui a porté sur la criminalité organisée et l'impunité. Une mission d'enquête préliminaire sur le même sujet a été conduite au Honduras en décembre 2011.

29. En 2011, le portefeuille de projets d'assistance technique en matière de prévention du crime et de justice pénale de l'UNODC s'est encore étoffé; il comprend à présent 49 projets menés dans 26 pays, pour un montant total de 106 millions de dollars. Des progrès considérables ont été enregistrés en ce qui concerne la réforme pénale et les alternatives à l'incarcération en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique et en Asie; la justice pour mineurs au Moyen-Orient et en Afrique du Nord; l'accès à la justice et l'assistance juridique en Afrique; la réforme policière en Afrique de l'Est; et la prévention de la criminalité et de la violence en Amérique latine et dans les Caraïbes.

30. L'UNODC a aussi entrepris de rédiger des lignes directrices portant spécifiquement sur la prévention et la réponse du système de justice pénal face au trafic de biens culturels, en se fondant sur les dispositions de la Convention contre la criminalité organisée, en vue d'aider les États à mieux protéger les biens culturels du trafic. En novembre 2011, il a organisé à Vienne une réunion informelle d'experts qui ont discuté du projet de lignes directrices.

D. Promotion de la ratification et de l'application des Protocoles additionnels à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

1. Protocole relatif à la traite des personnes

31. L'UNODC aide les États Membres à appliquer le Protocole relatif à la traite des personnes et à prévenir ce type d'infraction, à en poursuivre les auteurs et à protéger les victimes de la traite en utilisant des outils, en fournissant une assistance au fin du renforcement des capacités et en favorisant la coopération internationale.

32. En décembre 2011, l'UNODC était engagé dans 19 projets d'assistance technique en rapport avec le Protocole relatif à la traite des personnes. Les projets sont conçus de façon à répondre aux besoins spécifiques du pays ou de la région bénéficiaire et s'inspirent du principe sous-jacent du Protocole, qui préconise l'équilibre entre l'action de la justice pénale et la protection des victimes. Les programmes visent à développer la législation et les stratégies nationales ainsi que les capacités et les compétences locales.

33. L'UNODC continue de mettre au point et de diffuser des outils propres à aider les praticiens de la justice pénale à lutter contre la traite. Ces outils tiennent compte des bonnes pratiques et des recommandations inspirées de l'approche centrée sur les victimes. En 2011, l'UNODC a publié le "Manuel de premier secours à l'usage des agents de détection et de répression de première ligne face à des cas de traite des êtres humains" et l'outil d'aide à la traduction pour les victimes. Tous deux sont conçus pour aider les agents de première ligne susceptibles d'avoir affaire à des cas de traite à apporter aux victimes une assistance élémentaire. Plusieurs rapports

techniques et études analytiques ont été publiés, dont un document sur la criminalité transnationale organisée dans le secteur de la pêche qui aborde les questions de la traite des personnes, du trafic de migrants et du trafic de drogues.

34. L'UNODC a favorisé le renforcement des capacités des praticiens de la justice pénale à lutter contre la traite des personnes grâce à l'initiative mondiale de formation à la lutte contre la traite, dans le cadre de laquelle des formations devant permettre à ces personnels d'intervenir efficacement auprès des victimes de la traite ainsi que d'engager des enquêtes, des poursuites et une coopération internationale ont été dispensées aux Fidji, au Mali, au Portugal et en Ukraine. Des sessions de formation ont aussi été organisées au Kirghizistan et en Égypte.

35. Conformément à la résolution 61/180 de l'Assemblée générale, le Directeur exécutif de l'UNODC est chargé de coordonner les activités du Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des personnes. Le Groupe de travail du Groupe de coordination rédige actuellement un document d'orientation qui devrait être publié en 2012. Cette année-là, le Groupe de coordination sera présidé par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), selon le principe de présidence tournante dont le Groupe est convenu.

36. L'UNODC administre également, en coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations, le HCDH, l'Organisation internationale du Travail, l'UNICEF et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains (UN.GIFT). Sur la base de la recommandation générale formulée à l'issue de l'évaluation indépendante de cette dernière, une équipe d'experts et le Comité directeur au complet ont élaboré un plan stratégique pour la nouvelle phase de l'Initiative (2012-2014) qui a été finalisé lors de la vingt-cinquième réunion du Comité directeur, en septembre 2011.

2. Protocole relatif aux migrants

37. L'UNODC aide les États Membres à appliquer le Protocole relatif aux migrants afin de prévenir ce type d'infraction, d'en poursuivre les auteurs et de protéger les droits des migrants objet du trafic, au moyen notamment de 11 projets d'assistance technique. Plusieurs rapports techniques et études analytiques ont été consacrés à des questions telles que le rôle joué par le crime organisé dans le trafic de migrants d'Afrique de l'Ouest vers l'Union européenne et une étude des politiques juridiques suivies face à la traite des personnes au Bangladesh, en Inde, au Népal et à Sri Lanka.

38. Au cours de la période considérée, l'UNODC a mis en œuvre des programmes de formation en Égypte, au Ghana et au Maroc et poursuivi l'exécution d'un important programme visant à aider les États d'Asie de l'Est et du Sud-Est à créer un mécanisme de coordination et d'analyse des données recueillies sur le trafic de migrants. Ce faisant, il collabore avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales qui participent à la lutte contre ce trafic. Il fait partie du Groupe mondial sur la migration et travaille avec les organisations et initiatives du secteur de la détection et de la répression, comme INTERPOL, l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (Frontex) et le Processus de Bali sur le trafic de migrants, la traite des personnes et la criminalité transnationale qui y est associée.

39. Dans sa résolution 5/3, la Conférence a décidé de créer un groupe de travail intergouvernemental provisoire à composition non limitée chargé de la conseiller et de l'aider à s'acquitter de son mandat en ce qui concerne le Protocole relatif aux migrants. Dans cette même résolution, elle a prié le Secrétariat de réunir un groupe d'experts chargé d'élaborer un document de travail sur le trafic illicite de migrants par mer et des outils pour aider les États parties à renforcer l'intégrité et la sécurité des documents de voyage et d'identité et pour promouvoir la coopération entre eux en vue de mettre un terme à l'usage impropre de ces documents. Le groupe d'experts s'est réuni à Vienne en septembre 2011. Le document de travail a été publié le 18 décembre 2011, à l'occasion de la Journée internationale des migrants.

3. Protocole relatif aux armes à feu

40. Dans sa décision 4/6 et sa résolution 5/4, la Conférence a invité les États qui ne l'avaient pas encore fait d'envisager de devenir parties au Protocole relatif aux armes à feu et prié instamment les États parties au Protocole d'harmoniser leurs législations nationales d'une manière compatible avec le Protocole. Dans sa résolution 5/4, elle a prié l'UNODC d'élaborer des outils d'assistance technique pour appuyer l'application du Protocole ainsi que de finaliser et de diffuser la loi type contre les armes à feu et d'élaborer d'autres outils d'assistance technique, dont une étude sur le caractère transnational du trafic des armes à feu et sur les itinéraires empruntés. La Conférence a en outre décidé de créer un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les armes à feu qui tiendrait au moins une réunion intersessions, si possible dans le cadre de réunions de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.

41. Par ailleurs, l'UNODC s'est employé à faire mieux connaître le Protocole relatif aux armes à feu et à promouvoir une plus large adhésion à cet instrument. Dans l'étude sur les homicides dans le monde qu'il a publiée en 2011, il a traité de la relation entre la disponibilité d'armes à feu et le taux d'homicides, contribuant ainsi à produire des données fondées sur les faits concernant les armes à feu et la violence armée.

42. Dans le cadre de son programme mondial sur les armes à feu, l'UNODC a lancé un projet, financé par l'Union européenne, par lequel il entend apporter à 15 pays d'Afrique de l'Ouest, d'Amérique latine et des Caraïbes une assistance législative et un appui technique en matière de contrôle des armes à feu, notamment de marquage, de tenue de registres, de traçage, de collecte et d'élimination de ces armes, et offrir des formations destinées à renforcer les capacités d'enquête et de poursuite concernant les infractions impliquant des armes à feu et les liens entre celles-ci et les groupes criminels organisés. Au cours de la période considérée, plusieurs États ont demandé une aide pour ratifier et appliquer le Protocole relatif aux armes à feu, et l'UNODC est à la recherche de ressources supplémentaires qui lui permettraient de fournir l'assistance requise.

43. L'UNODC a continué de mettre au point et de diffuser des outils d'assistance technique. La loi type sur les armes à feu a été publiée en anglais et diffusée en 2011. Elle est en cours de traduction dans les autres langues officielles de l'ONU et l'on s'attache actuellement à trouver les fonds nécessaires à sa diffusion. Dans le cadre de son projet sur les armes à feu, financé par l'Union européenne, l'UNODC a commencé à concevoir un programme complet de formation au contrôle de ces armes qui constituera le fondement d'une approche plus harmonisée de l'assistance

technique dans ce domaine. Outre les questions de réglementation et de prévention, le programme abordera celles des enquêtes et des poursuites concernant les infractions impliquant des armes à feu et le lien entre celles-ci et les groupes criminels organisés. Des experts se sont réunis à Vienne en octobre 2011 pour discuter de l'élaboration des modules et y contribuer.

44. Par l'intermédiaire du Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères, l'UNODC appuie la mise au point de normes relatives au contrôle international des armes légères, et il a apporté son concours à l'élaboration d'une étude sur les incidences du commerce d'armes non réglementé. Dans le cadre des activités qu'il mène en rapport avec le Protocole, il coopère avec plusieurs autres entités des Nations Unies ou extérieures au système, des États Membres et des acteurs de la société civile et du secteur privé.

45. Des représentants de l'UNODC ont participé à Bruxelles, le 21 mars 2011, à une réunion du groupe de contact sur les armes à feu créé en application de la directive 2008/51/CE de l'Union européenne. En novembre 2011, des représentants de l'UNODC ont aussi assisté en Uruguay à une réunion du groupe de travail sur les armes à feu et les explosifs du Marché commun du Sud (MERCOSUR), où il a été question d'un éventuel partenariat qui s'inscrirait dans le cadre du programme mondial sur les armes à feu de l'UNODC. L'UNODC est membre du Groupe consultatif d'INTERPOL pour la création d'une base de données sur les armes à feu volées et perdues. INTERPOL est par ailleurs l'un des partenaires de l'UNODC pour la mise en œuvre de son programme mondial sur les armes à feu.

III. Corruption

A. Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

1. Résultats de la quatrième session de la Conférence

46. Au moment de la rédaction du présent document, 159 États étaient parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption. Cent vingt-cinq États s'étaient fait représenter à la quatrième session de la Conférence des États parties à la Convention, tenue à Marrakech (Maroc) du 24 au 28 octobre 2011.

47. Dans sa résolution 4/1, intitulée "Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption", la Conférence a demandé au Secrétariat d'élaborer un modèle de résumé analytique des rapports de pays et pris note des rapports thématiques sur l'application. Elle a reconnu l'importance qu'il y avait à traiter effectivement les questions d'assistance technique dans le cadre du Mécanisme et recommandé que tous les États parties indiquent, dans leurs réponses aux questions de la liste de contrôle détaillée pour l'auto-évaluation et dans les rapports d'examen de pays, les besoins d'assistance technique recensés et qu'ils continuent de fournir à l'UNODC des informations sur les projets d'assistance technique en cours; elle a aussi invité les États parties à échanger des données d'expérience sur l'assistance technique. Concernant le financement du Mécanisme d'examen, elle a prié le Secrétariat d'étudier de plus près le manque de ressources et décidé que le Groupe d'examen de l'application se mettrait en contact avec le Secrétariat à ce sujet au cours de la période intersessions.

48. La Conférence a adopté la résolution 4/5, intitulée “Participation de signataires, de non-signataires, d’entités et d’organisations intergouvernementales aux travaux du Groupe d’examen de l’application”, et la résolution 4/6, intitulée “Les organisations non gouvernementales et le Mécanisme d’examen de l’application de la Convention des Nations Unies contre la corruption”. Conformément à ces résolutions, les signataires et les entités et organisations intergouvernementales qui ont été invités à titre permanent par l’Assemblée générale à participer aux travaux des organes de l’ONU peuvent participer aux sessions du Groupe d’examen de l’application, faire des déclarations à l’invitation du Président du Groupe, recevoir les documents du Groupe et communiquer leurs vues par écrit. Les non-signataires peuvent demander le statut d’observateur. Des séances d’information devraient être organisées au sujet des résultats du processus d’examen à l’intention des organisations non-gouvernementales, en marge des sessions du Groupe d’examen de l’application. Elles devraient permettre de poursuivre un dialogue constructif sur la contribution des organisations non gouvernementales au Mécanisme d’examen.

49. La Conférence a aussi adopté la résolution 4/2, par laquelle elle a décidé d’organiser des réunions de groupes d’experts intergouvernementaux à composition non limitée sur la coopération internationale ayant pour objectif de la conseiller et de l’aider sur les questions d’extradition et d’entraide judiciaire.

50. Dans sa résolution 4/3, la Conférence a adopté la déclaration de Marrakech en faveur de la prévention de la corruption, dans laquelle elle a prié le Secrétariat, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, de continuer de faire office d’observatoire international chargé de recueillir les informations existantes sur les bonnes pratiques dans le domaine de la prévention de la corruption. Elle l’a aussi prié de continuer d’aider à promouvoir la sensibilisation aux principes de la Convention au sein des entreprises et de continuer de recueillir et de diffuser des informations sur les bonnes pratiques destinées à encourager les journalistes à transmettre des informations de manière professionnelle et responsable sur la corruption. Les États Membres ont été priés de promouvoir des activités bilatérales, régionales et internationales destinées à prévenir la corruption, d’élaborer des initiatives visant à promouvoir et à mettre en œuvre des mesures de lutte contre la corruption dans le cadre de la passation des marchés publics, de porter une attention particulière à la création de possibilités visant à impliquer les jeunes et de promouvoir des programmes d’étude qui enseignent des concepts et principes d’intégrité.

51. Dans sa résolution 4/4, intitulée “Coopération internationale en matière de recouvrement d’avoirs”, la Conférence a prié instamment les États parties qui ne l’avaient pas encore fait de désigner une autorité centrale et, selon que de besoin, des points de contact. Elle a engagé les États parties à examiner attentivement et en temps voulu la suite à donner aux demandes d’entraide judiciaire et les a priés de veiller à ce que les procédures en place permettent la saisie et la confiscation d’avoirs pendant une période de temps suffisante. Elle a encouragé vivement les États parties et signataires à renforcer les moyens dont ils disposaient pour traiter les affaires liées au recouvrement d’avoirs et a décidé que le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d’avoirs continuerait d’examiner la question de la mise en place d’un réseau mondial de points focaux pour le recouvrement d’avoirs.

52. Dans sa décision 4/1, la Conférence s'est félicitée de l'offre du Gouvernement de la Fédération de Russie d'accueillir sa sixième session et a décidé que celle-ci se tiendrait en Fédération de Russie en 2015.

2. Mécanisme d'examen de l'application de la Convention

53. À sa troisième session, tenue à Doha du 9 au 13 novembre 2009, la Conférence a adopté la résolution 3/1, intitulée "Mécanisme d'examen", qui contenait les termes de référence du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention. Le Groupe d'examen de l'application a tenu sa deuxième session à Vienne du 30 mai au 2 juin 2011, et la reprise de cette session à Vienne du 7 au 9 septembre et à Marrakech (Maroc) le 25 octobre de la même année. Il a discuté de l'examen de l'application de la Convention, de l'assistance technique, des questions financières et budgétaires et d'autres questions, dont celle de la participation d'observateurs à ses réunions.

54. À l'issue du tirage au sort auquel il a été procédé pour sélectionner les États parties qui seraient examinés chaque année du premier cycle d'examen, 27 États parties se sont soumis à l'examen au cours de la première année. Tous les États parties examinés avaient remis leurs réponses finales à la liste de contrôle pour l'auto-évaluation et entrepris un dialogue actif avec les États examinateurs: 22 dialogues directs prenant différentes formes avaient eu lieu au moment de la rédaction du présent rapport, dont 21 visites de pays et une réunion conjointe à Vienne; deux visites de pays et une réunion conjointe à Vienne étaient encore prévues, et une autre visite de pays était à l'étude. Neuf résumés analytiques avaient été finalisés par accord entre les États parties examinés et les États parties examinateurs, et le reste des examens de la première année touchaient à leur fin. Des rapports thématiques sur les chapitres III (Incrimination, détection et répression) et IV (Coopération internationale) de la Convention ont été soumis à la Conférence à sa quatrième session; le point y est fait sur les tendances concernant les mesures prises en application de la Convention, sur les bonnes pratiques et sur les besoins en assistance technique qui ont pu être cernés grâce au processus d'examen à ce jour. Un document d'information sur les enseignements tirés de la première année du processus a également été présenté à la Conférence.

55. À sa deuxième session, le Groupe d'examen de l'application a lancé la deuxième année du processus d'examen, au cours de laquelle 41 États devaient être soumis à l'examen, et a tiré au sort les États qui allaient devoir les examiner. Une version actualisée de la liste de contrôle détaillée pour l'auto-évaluation a été lancée, qui apportaient des solutions à certaines questions techniques. L'enchaînement des questions a été simplifié et les répétitions éliminées, alors même que l'on s'est attaché à rester cohérent par rapport au questionnaire utilisé la première année du processus d'examen. Onze sessions de formation en cinq langues officielles de l'ONU se sont tenues à l'intention des points de contact désignés par les États examinés et des experts gouvernementaux des États examinateurs. Une assistance a été offerte au niveau national aux États parties examinés qui en avaient fait la demande. Au moment de l'établissement du présent rapport, environ la moitié des États examinés avaient remis leurs réponses à la liste de contrôle détaillée pour l'auto-évaluation et plusieurs d'entre eux avaient entrepris un dialogue actif avec les États examinateurs.

3. Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption

56. À sa deuxième réunion intersessions, tenue à Vienne du 22 au 24 août 2011, le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption a recommandé au Secrétariat d'analyser les bonnes pratiques signalées par les États parties et de recueillir des informations sur les connaissances existantes au sein du système des Nations Unies et dans d'autres organisations à ce sujet. Il a décidé qu'à sa réunion suivante, il concentrerait son attention sur les conflits d'intérêts, le signalement d'actes de corruption et les déclarations d'avoirs, en particulier dans le contexte des articles 7 à 9 de la Convention. En outre, il a réaffirmé que les États parties devraient continuer de renforcer la sensibilisation et l'éducation et qu'une attention particulière devrait être accordée aux jeunes et aux enfants. Il a recommandé que le secrétariat continue de promouvoir l'application de la Convention au sein des entreprises.

4. Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs

57. À sa cinquième réunion intersessions, tenue à Vienne les 25 et 26 août 2011, le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs a souligné qu'il importait de préparer les États à l'examen de l'application du chapitre V de la Convention pendant la deuxième phase du Mécanisme d'examen et encouragé les États parties à se servir de la liste de contrôle pour l'auto-évaluation comme un moyen d'évaluer leurs efforts. Il a prié le Secrétariat de continuer de recueillir et systématiser des informations sur les affaires de recouvrement d'avoirs et invité les États à communiquer au Secrétariat des informations sur le sujet. Il a recommandé qu'une discussion approfondie se tienne afin de définir les modalités de mise en place d'un réseau mondial de points de contact pour le recouvrement d'avoirs. Enfin, il a prié instamment les États parties qui ne l'avaient pas encore fait de désigner leurs points de contact pour le recouvrement d'avoirs et prié le Secrétariat d'envoyer aux États Membres une nouvelle note verbale à cet effet.

B. Promotion de la ratification et de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

1. Outils et acquisition de connaissances

58. Le 1^{er} septembre 2011, l'UNODC a lancé le portail TRACK (Tools and Resources for Anti-Corruption Knowledge), plate-forme Web renfermant la bibliothèque juridique de l'ONU sur la lutte contre la corruption, qui se présente sous la forme d'un répertoire électronique regroupant des lois, des jugements et des stratégies en rapport avec la Convention provenant de plus de 178 États. Conçue et administrée par l'UNODC avec le soutien de l'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés (StAR) menée conjointement par la Banque mondiale et l'UNODC, la bibliothèque juridique permet de recueillir et diffuser des informations, de les indexer et de les interroger disposition par disposition, et de fournir une analyse complète des différentes manières dont les États mettent la Convention en application. Le portail TRACK offre aussi un moteur de recherche grâce auquel les

États, les acteurs de la lutte contre la corruption, le grand public et le secteur privé peuvent accéder aux connaissances générées par l'UNODC et ses partenaires. Compte tenu des difficultés inhérentes à tout système de communication internationale entre professionnels, le portail permet également aux membres des services anticorruption, des autorités centrales chargées de l'entraide judiciaire et des points de contact pour le recouvrement d'avoirs qui se seront inscrits d'intégrer un réseau de praticiens.

59. L'UNODC n'a cessé d'aider les pays à se faire une idée de la nature et de l'ampleur de la corruption. Il a mis en œuvre un programme d'enquêtes sur la corruption et la criminalité dans l'ouest des Balkans. En Afghanistan, l'UNODC et le PNUD ont continué de mettre en œuvre leur programme d'enquêtes conjoint, et le travail de terrain sur l'évaluation des secteurs de la détection et de la répression, de la justice, de l'enseignement et de l'administration publique a débuté. En Iraq, l'UNODC et le PNUD ont poursuivi leur programme d'enquêtes conjoint visant à réaliser une évaluation approfondie du degré d'intégrité et des conditions de travail des fonctionnaires, en étroite collaboration avec l'office centrale de la statistique et l'office régional de la statistique du Kurdistan. Le rapport final sera publié au premier semestre 2012.

60. Pendant la quatrième session de la Conférence, l'UNODC a publié son étude sur l'évaluation des flux financiers illicites résultant du trafic de drogues et des autres formes de criminalité transnationale organisée. Selon ce rapport, le montant total du produit tiré du crime en 2009, hormis la fraude fiscale, a atteint quelque 2 100 milliards de dollars, soit 3,6 % du PIB de l'année. On estime actuellement que moins de 1 % du montant des flux financiers illicites mondiaux sont saisis ou gelés.

61. En décembre 2011, l'UNODC a finalisé et publié son guide sur le renforcement des moyens et de l'intégrité des magistrats, par lequel il entend favoriser la réforme et le renforcement des systèmes de justice. L'élaboration de ce *guide* a été entamée comme suite à la résolution 2006/23 du Conseil économique et social, dans laquelle ce dernier invitait les États Membres à encourager, dans le cadre de leurs systèmes juridiques internes, leurs magistrats à prendre en considération les Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire lorsqu'ils examineraient ou élaboreraient des règles relatives au comportement professionnel et éthique des membres des professions judiciaires et chargé l'UNODC d'élaborer un guide technique qui serait utilisé pour fournir une assistance technique visant le renforcement des moyens et de l'intégrité des magistrats. Le guide susmentionné rassemble des idées, des recommandations et des stratégies développées par des spécialistes de la réforme de la justice et du droit et renvoie à des mesures qui ont fait leurs preuves dans différents pays.

62. L'UNODC a élaboré et publié en 2011 un manuel sur la criminalité liée à l'identité dont l'objectif est d'améliorer les connaissances spécialisées dont on dispose pour s'attaquer aux questions juridiques, institutionnelles et opérationnelles qui se posent dans ce domaine. Ce manuel a été produit en application des résolutions 2004/26, 2007/20 et 2009/22 du Conseil économique et social, par lesquelles celui-ci demandait que soit élaboré un recueil de pratiques utiles et de lignes directrices ou d'autres documents sur la criminalité liée à l'identité. Il a bénéficié du concours d'un groupe restreint d'experts constitué de membres représentant les diverses parties concernées, à savoir les États Membres, les organisations internationales, le secteur privé et les milieux universitaires, qui a

permis un échange de vues sur la meilleure façon de procéder des points de vue stratégique, politique et juridique pour lutter contre ce type d'infractions.

63. L'UNODC met actuellement au point une version révisée et augmentée de son Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire en relation avec le recouvrement d'avoirs; celle-ci devrait être prête au premier semestre 2012.

2. Prestation d'une assistance technique pour l'application de la Convention

64. En 2010-2011, l'UNODC a fourni des conseils spécialisés et une assistance technique en rapport avec la Convention aux États suivants: Afghanistan, Albanie, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Cap-Vert, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Ghana, Inde, Indonésie, Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Liban, Libéria, Libye², Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Monténégro, Namibie, Népal, Ouzbékistan, Pérou, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sud-Soudan, Swaziland, Thaïlande, Timor-Leste, Turkménistan, Viet Nam et Yémen. Une assistance technique a aussi été offerte au niveau régional à l'Afrique de l'Ouest, à la région arabe, à l'Afrique de l'Est et du Centre, à l'Amérique latine et à l'ouest des Balkans.

65. L'UNODC a continué de prêter une assistance technique aux niveaux régional et national par l'intermédiaire de son Programme mondial de mentors pour la lutte contre la corruption. À compter du second semestre 2011, quatre mentors anticorruption sont intervenus en République démocratique du Congo et en Afrique de l'Est, en Amérique centrale et aux Caraïbes ainsi qu'en Asie de l'Est, où ils ont mis des projets en place et apporté un appui aux projets de lutte contre la corruption en cours, comme le Centre de formation régional à la lutte contre la corruption au Panama; ils ont ainsi conseillé les institutions de lutte contre la corruption, conçu et mis en œuvre des cours de formation et de renforcement des capacités, et participé à des activités de sensibilisation ou favorisé de telles activités. Sous réserve que des ressources soient disponibles à cette fin, l'UNODC entend envoyer de tels mentors dans le Pacifique, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi qu'en Afrique de l'Ouest et du Centre.

66. En 2011, l'UNODC a lancé deux projets de lutte contre la corruption en Iraq. L'un consiste à aider la Commission pour l'intégrité, y compris le bureau de liaison avec les institutions nationales qui a récemment été établi, à renforcer ses capacités en matière de recouvrement d'avoirs. L'autre vise à renforcer les capacités de la Commission et d'autres institutions d'enquête à mener des enquêtes financières et à recueillir des éléments de preuve en rapport avec des affaires criminelles financières complexes. L'UNODC a dispensé aux enquêteurs irakiens une formation de base et une formation approfondie en novembre et décembre 2011, et un atelier sur la gestion des communications de crise est programmé pour début 2012.

67. L'UNODC apporte une assistance à la Commission anticorruption du Soudan du Sud; dans ce cadre, il examine le projet de loi sur la lutte contre la corruption et offre une large gamme de services d'appui technique. Une étude de la législation a été entreprise, un atelier de rédaction est prévu et une aide a été fournie pour la

² Depuis le 16 septembre 2011, "Libye" est la forme employée à l'ONU à la place de "Jamahiriya arabe libyenne".

création d'une équipe d'enquêteurs. Un accord est en passe d'être conclu concernant l'apport d'un ensemble de services d'appui technique au Soudan du Sud.

3. Coopération avec d'autres entités

68. L'UNODC a continué de coopérer étroitement avec le PNUD, notamment par l'intermédiaire des programmes conjoints menés en Iraq et dans la région arabe (comme le programme concernant la gouvernance dans la région arabe). Le PNUD a apporté un soutien financier et un appui technique pour les ateliers de formation destinés aux experts gouvernementaux qui participent au Mécanisme d'examen. Un cours conjoint de formation à la lutte contre la corruption est en cours d'élaboration; il sera intégré au programme général de formation sur le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

69. Dans le cadre de l'Initiative StAR, on continue de mettre au point des outils pratiques et de réaliser des études de politiques sur le recouvrement d'avoirs, notamment en favorisant le développement du portail TRACK. S'agissant des études de politiques publiées en 2011, l'une porte sur les principaux obstacles au recouvrement d'avoirs volés, une autre sur les questions de droit et de politiques liées à l'enrichissement illicite, et la troisième sur les structures juridiques utilisées pour dissimuler et contrôler des avoirs volés. Deux publications ont été produites en coopération avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE): l'une est consacrée à la suite donnée aux engagements pris dans le Programme d'action d'Accra par 30 pays donateurs; l'autre à la manière dont les montants tirés de la corruption peuvent être calculés et confisqués. Une étude sur les incidences des règlements sur la coopération internationale en matière de recouvrement d'avoirs est en cours de préparation.

70. Au moment de la rédaction du présent rapport, la Base de données des points focaux pour le recouvrement d'avoirs établie dans le cadre de l'Initiative StAR en partenariat avec INTERPOL contenaient les coordonnées des points focaux de 102 pays. La deuxième réunion des points focaux, tenue à Lyon (France) du 11 au 13 juillet 2011, a réuni 113 participants de 55 pays.

71. L'UNODC a continué d'apporter son soutien à la mise en place de l'Académie internationale de lutte contre la corruption en tant qu'institution, processus qui a débouché sur la création, en mars 2011, de l'Académie, dotée du statut d'organisation internationale.

72. L'UNODC a fourni un appui à un groupe informel d'experts de la lutte contre la corruption pour la mise en place de l'initiative d'enseignement supérieur sur la lutte contre la corruption. L'initiative consiste à élaborer un programme complet d'étude de la lutte contre la corruption composé d'unités distinctes que les universités pourront intégrer dans leurs programmes d'études existants. Le groupe d'experts a tenu sa deuxième réunion à Marrakech (Maroc) juste avant la quatrième session de la Conférence, et les discussions ont porté principalement sur les derniers détails qui restaient à régler concernant les grandes lignes du programme d'étude.

73. Comme il l'avait déjà fait, l'UNODC a participé aux travaux du Groupe de travail sur le dixième principe du Pacte mondial. Il a ainsi assisté aux huitième et neuvième réunions du Groupe de travail, tenues à Copenhague le 17 mai et à Marrakech (Maroc) du 23 au 25 octobre 2011. L'UNODC et le Pacte mondial ont

lancé à l'intention du secteur privé un outil d'apprentissage en ligne consacré au dixième principe et à la Convention contre la corruption.

74. En 2011, l'UNODC a noué des partenariats avec des entités du secteur privé et lancé plusieurs projets visant à promouvoir l'application de la Convention contre la corruption auprès des acteurs du monde des affaires. L'initiative dite Siemens Integrity Initiative a permis de financer trois projets anticorruption visant respectivement à réduire les risques de corruption dans la passation des marchés publics, à créer des mesures d'incitation juridique propres à favoriser l'intégrité et la coopération dans les entreprises, notamment le signalement des cas de corruption interne, et à faire connaître la Convention aux dirigeants actuels du monde des affaires et de la sphère publique et aux générations de dirigeants à venir. L'UNODC a commencé, avec l'OCDE et la Banque mondiale, à élaborer à l'intention des entreprises un manuel pratique regroupant les lignes directrices et autres références en matière de respect des règles anticorruption dans le secteur privé. Il a aussi lancé un projet visant à recenser les bonnes pratiques en matière de prévention de la corruption dans l'organisation de grandes manifestations publiques. En marge de la quatrième session de la Conférence, l'UNODC a, avec Transparency International, le Forum économique mondial, la Chambre de commerce internationale et le Pacte mondial, organisé un forum de haut niveau sur la Convention et la concurrence mondiale. Des représentants de l'UNODC ont assisté à la réunion annuelle du Forum économique mondial, à Davos (Suisse), en 2011 et 2012. Des représentants ont aussi assisté au Forum économique mondial sur l'Europe et l'Asie centrale en 2011. Cette même année, l'UNODC a coparrainé la conférence organisée par la présidence française du Groupe des Vingt et l'OCDE sur le thème "Ensemble contre la corruption: Entreprises et pouvoirs publics du G20".

75. Dans le cadre du projet "Regarder plus loin", l'UNODC a, en partenariat avec la Coalition de la société civile pour la Convention des Nations Unies contre la corruption, entrepris une série de sessions de formation visant à donner aux organisations non gouvernementales les moyens de mieux comprendre la Convention et son Mécanisme d'examen.

4. Réunions et manifestations spéciales

76. L'UNODC a apporté une contribution substantielle à un certain nombre de conférences et d'ateliers nationaux, régionaux et internationaux sur la lutte contre la corruption, faisant ainsi mieux connaître la Convention et offrant des orientations politiques et des conseils techniques pour sa mise en œuvre. Il a aussi participé, comme il l'avait déjà fait, au Groupe d'États contre la corruption du Conseil de l'Europe, au Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption, au Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption dans les transactions commerciales internationales, au Réseau sur la gouvernance du Comité d'aide au développement de l'OCDE et au Groupe de travail du G20 sur la lutte contre la corruption.

77. Depuis 2009, l'UNODC et le PNUD célèbrent la Journée internationale de la lutte contre la corruption, le 9 décembre, par une campagne commune. En 2011, celle-ci a porté sur le thème "ACT – contre la corruption" et visé à encourager une stratégie plurisectorielle faisant intervenir tous les acteurs concernés, y compris ceux qui n'appartenaient pas au secteur public, comme les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales et les organisations locales,

ainsi que les médias. Plusieurs pays, comme le Brésil, la Colombie, l'Indonésie, l'Iran, la Libye, le Nigéria et le Viet Nam, dont certains bénéficiaient d'une aide de l'UNODC, du PNUD et de leurs partenaires locaux, ont organisé des activités à cette occasion. Des produits de communication dans toutes les langues officielles de l'ONU pouvaient être téléchargés gratuitement depuis le site Web www.actagainstcorruption.org.

IV. Recommandations

78. La Commission souhaitera peut-être inviter instamment les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Convention contre la criminalité organisée et les Protocoles s'y rapportant ainsi que la Convention contre la corruption, ou à y adhérer, et à prendre toutes les mesures voulues pour garantir leur application effective. Elle voudra peut-être plus spécialement exhorter les États à faire des contributions en espèces ou en nature pour que les groupes de travail puissent se réunir et que des ateliers puissent être organisés en vue de l'application des deux Conventions.

79. La Commission souhaitera peut-être continuer de soutenir les travaux de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption. Elle voudra peut-être notamment demander de nouveau aux États de verser des contributions financières à l'appui des Conférences, des activités d'assistance technique sur la question et du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention contre la corruption.

80. La Commission voudra peut-être réfléchir à de nouveaux moyens de maintenir et de renforcer la dynamique politique qui est nécessaire pour que les Conférences et leurs groupes de travail s'acquittent des fonctions qui leur sont confiées.

81. La Commission voudra peut-être explorer plus avant la question des flux financiers illicites et de la criminalité liée à l'identité après la publication de son étude sur l'évaluation des flux financiers illicites résultant du trafic de drogues et des autres formes de criminalité transnationale organisée et de son manuel sur la criminalité liée à l'identité, et donner à l'UNODC les orientations générales qu'elle jugera utiles.